Gilbert MAURER
23 Am Gehr
7257 HELMDANGE

STATUTS

CHAPITRE I^er – DÉNOMINATION, SIÈGE, DURÉE

Art. 1^er. – La société porte la dénomination «Fédération Luxembourgeoise de Basketball (F.L.B.B.)», association sans but lucratif.

Elle a son siège à Luxembourg. Sa durée est illimitée.

CHAPITRE II – BUT ET OBJET

Art. 2. – La société a pour but:

a) de favoriser le développement de l'éducation physique moderne, de l'éducation nationale et particulièrement l'organisation et la propagation de la pratique du jeu de Basketball dans le pays;

b) de grouper dans son sein toutes les sociétés du pays pratiquant le Basketball et de favoriser la création de nouvelles sociétés tant de basketteuses que de basketteurs;

c) de cultiver le développement de la santé physique et de l'esprit sportif de ses adhérents.

Tout gain matériel dans le chef de ses associés est exclu.

Elle s'interdit toute discussion politique ou confessionnelle.

Art. 3. – Elle réalise son objet par la création, la gestion, l'organisation, l'entretien et la direction de toutes oeuvres poursuivant le même but.

Elle peut prêter tous concours et s'intéresser de toute manière à toutes oeuvres sans but lucratif ayant un objet identique et analogue au sien.

Art. 4. – La F.L.B.B. est affiliée à la Fédération Internationale de Basketball Amateur (F.I.B.A.).

CHAPITRE III – COMPOSITION

Art. 5. – La F.L.B.B. se compose:

A) de sociétés affiliées et de leurs membres;

B) de son Comité Central et de ses commissions;

C) de membres protecteurs;

D) de membres honoraires;

E) de membres neutres.

Des étrangers peuvent être admis à faire partie de la Fédération, sans pouvoir figurer comme membres du Comité Central et des commissions.

Peuvent être nommés membres protecteurs des personnes ayant rendu des services exceptionnels à la Fédération ou au Basketball.

Peuvent être admis comme membres honoraires des personnes payant une cotisation annuelle de 500 francs au moins.

Peuvent être admis comme membres neutres des pratiquants n'étant affiliés à aucun club affilié et payant une cotisation annuelle de 20 francs au moins.

CHAPITRE IV – ADMISSIONS, AFFILIATIONS, DÉMISSIONS, RADIATIONS ET COTISATIONS

Art. 6.

A. – Sociétés:

Toute société qui désire s'affilier à la Fédération est soumise aux obligations suivantes:

a) une demande d'admission, signée du président et du secrétaire de la société, doit être adressée au secrétariat de la Fédération, en même temps qu'une déclaration, signée par les mêmes personnes, reconnaissant, au nom de la Société les statuts et règlements de la F.L.B.B. et déclarant s'y soumettre;

b) la Société doit désigner à la Fédération ses couleurs et insignes. Les couleurs sous lesquelles elle pratiquera et la façon dont ces couleurs sont disposées doivent être approuvées par la Fédération;

c) elle est tenue de remettre à la F.L.B.B. un exemplaire de ses statuts et

d) elle est tenue d'indiquer la composition de son comité (noms, prénoms et adresses des membres) et son siège. Toute société admise à la F.L.B.B. est tenue de pratiquer le Basket-ball.

B. — Membres protecteurs et membres honoraires:

La nomination, respectivement l'admission des membres protecteurs et des membres honoraires est prononcée par le Comité Central.

Art. 7. — Dès que la demande d'admission d'une société a été acceptée par le Comité Central, le secrétaire général de la Fédération mettra à la disposition de la société des cartes d'affiliation.

Ces cartes, de la forme d'une carte postale, seront revêtues d'une formule imprimée, mentionnant les renseignements nécessaires à l'affiliation. Ces formules sont à remplir et à renvoyer au Secrétariat par la Poste. Le Secrétariat les classera par ordre alphabétique, après y avoir mentionné la date d'entrée qui sera toujours celle indiquée sur le cachet de départ apposé par l'Administration des Postes.

Les sociétés et groupements sportifs sont obligés de faire affilier tous leurs membres actifs ainsi que ceux de leur comité et de leurs commissions.

Un membre actif ne peut être affilié que par un seul club.

Art. 8. — La qualité de membre de la Fédération se perd:

a) par la démission;

b) par la radiation.

Art. 9. — Les démissions des sociétés doivent être envoyées au Secrétariat de la Fédération par lettre recommandée.

Elles ne peuvent être acceptées que si la Société a liquidé toutes les dettes qu'elle a contractées, soit auprès de la Fédération, soit auprès d'une société affiliée.

L'acceptation ou le refus de la démission est réservé au Comité Central.

Au reçu d'une démission, le Secrétaire Général est tenu de la publier dans l'organe officiel en demandant aux autres

sociétés affiliées de faire connaître par écrit et dans les 8 jours au Comité Central, les sommes pouvant leur être dues par la Société démissionnaire.

Art. 10. — La demande de démission de la Société et de ses membres affiliés sera acceptée par le Comité Central, dès que toutes les dettes dont il est question ci-dessus sont soldées.

Art. 11. — La radiation d'une société et resp. de ses membres affiliés pourra être prononcée par le Comité Central, dans les cas suivants:

a) pour non paiement de dettes;
b) pour infraction grave aux règlements et aux statuts;
c) pour agissements contraires aux intérêts du Basketball et de la F.L.B.B.

Toutefois elle ne pourra être prononcée qu'après que le Comité Central aura entendu la défense de la Société ou du membre inculpé.

Art. 12. — Tous les membres affiliés d'une société exclue ou démissionnaire sont solidairement responsables des dettes contractées par la société vis-à-vis de la Fédération ou d'autres sociétés affiliées.

Art. 13. — Les sociétés ou membres affiliés pourront être astreints, par une décision de l'Assemblée, à payer des cotisations annuelles dont l'import est fixé par l'Assemblée Générale.

Art. 14. — Les sociétés affiliées à la Fédération, qui n'ont pas rempli leurs obligations financières avant le 31 décembre, sont disqualifiées, ainsi que leurs membres jusqu'au paiement de leur dette fédérale.

La disqualification est prononcée par le Comité Central.

CHAPITRE V — ADMINISTRATION

Art. 15. — La Fédération est administrée et dirigée par un Comité Central et, sous le contrôle de celui-ci, par des commissions techniques et autres.

Art. 16. — Le Comité Central se compose du président, de 2 vice-présidents et de 6 membres ayant droit de vote et

élus à l'Assemblée Générale annuelle au vote secret pour la durée de 2 ans. Il est renouvelé par moitié chaque année. Les membres sortant du Comité Central sont rééligibles.

Art. 17. — Le Secrétaire Général et le Trésorier sont désignés par le Comité Central.

Le Secrétaire Général sera, si possible, un membre neutre.

Art. 18. — Chaque société ne peut être représentée au C.C. que par un seul membre, il en est de même pour toutes les autres commissions.

Un joueur actif ne peut pas être membre du Comité Central.

Au cas où un membre est révoqué au cours de l'exercice par son club, il peut néanmoins continuer à siéger au Comité Central comme membre neutre jusqu'à l'expiration de son mandat.

Art. 19. — Les fonctions du Comité Central sont:

A. — L'administration générale de la Fédération et la gérance de la caisse fédérale.

B. — L'élaboration, avec l'aide des commissions, des règlements sur le sport régi par la Fédération.

C. — Les négociations avec les autres fédérations, le C.O.L., la F.I.B.A., le Conseil Supérieur d'Éducation physique et les autorités.

D. — L'admission et la démission des sociétés.

E. — L'admission et la démission de membres individuels.

F. — L'organisation des Championnats, de la Coupe de Luxembourg et de la Coupe F.L.B.B., de matches internationaux et de sélections.

G. — La propagande.

H. — La désignation des membres des commissions techniques et autres et le contrôle de la gestion de ces commissions.

I. — La répartition des récompenses honorifiques.

J. — En général, les décisions sur toutes les questions se rapportant aux statuts et règlements.

Tous les membres du Comité Central sont solidairement responsables de la gestion de la Fédération.

Art. 20. — Le Président dirige les travaux du Comité Central et des Assemblées Générales; il signe, conjointement avec le Secrétaire Général tous les documents et toutes les lettres engageant la responsabilité morale et financière de la Fédération.

Il représente officiellement la Fédération dans ses rapports avec les pouvoirs publics.

En cas d'absence, il est remplacé par un des vice-présidents.

Art. 21. — Les décisions du C.C. sont prises à la majorité des voix présentes. En cas de partage des voix, l'affaire est remise à la prochaine séance; s'il y a de nouveau partage, la proposition est rejetée.

Le Comité Central est en nombre, si 5 membres sont présents.

Art. 22. — La gestion matérielle des affaires de la Fédération est assurée par le Secrétaire Général et par le Trésorier.

Le Secrétaire Général est chargé de la correspondance générale; il a la direction du secrétariat. Il fait les rapports des séances, des Assemblées Générales et de l'activité générale de la Fédération.

Le Trésorier assure la comptabilité. Il s'occupe de tous les encaissements et fait les paiements de toutes les dépenses ordonnancées par le Comité Central.

Art. 23. — L'année comptable commence le 1er janvier.

Art. 24. — Le travail de comptabilité et la gestion financière du Trésorier sont contrôlés par 3 vérificateurs des comptes. Ils sont nommés pour 2 ans par l'Assemblée Générale annuelle. Les vérificateurs déposent leur rapport avec propositions éventuelles de modification au bilan ou au budget 8 jours avant l'Assemblée Générale annuelle au plus tard. Ils ne peuvent être membres du Comité Central ou d'une autre commission.

Art. 25. — Les ressources annuelles de la Fédération se composent:

a) des cotisations annuelles des clubs et des membres individuels, qui ne peuvent être supérieures à 500 fr.
b) des recettes des matches organisés par la F.L.B.B.;
c) de subventions et de dons;
d) des intérêts produits par les fonds placés;
e) des droits divers et des recettes de la vente des imprimés.

CHAPITRE VI — ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Art. 26. — Les Assemblées Générales se composent des membres du Comité Central, des membres des commissions ainsi que des délégués des sociétés affiliées.

Chaque société dispose de deux voix et peut se faire représenter par un ou deux délégués. Ceux-ci doivent être affiliés à la Fédération pour le club qu'ils représentent et ils doivent être porteurs d'une procuration signée par le président et le secrétaire de leur club.

Ils ne peuvent faire partie ni du Comité Central ni d'une commission dont les membres sont élus par l'Assemblée Générale.

Les délégués des sociétés seuls ont droit au vote; ceux qui ne peuvent produire une procuration en règle n'ont pas droit au vote.

Une procuration une fois déposée ne pourra plus être retirée en faveur d'un autre délégué.

Les clubs disqualifiés ainsi que ceux qui n'auront pas payé intégralement leur cotisation et leur dette fédérale n'ont pas droit au vote.

Art. 27. — Les Assemblées Générales sont obligatoires, même pour les sociétés qui ne disposent pas du droit de vote. Tout club non représenté, à moins d'une excuse valable, est passible d'une amende dont l'import est fixé par le Comité Central.

L'Assemblée Générale décidera, sur proposition du Comité Central, si l'excuse, à présenter avant l'Assemblée Générale, est valable ou non.

Les délégués sont tenus d'assister aux Assemblées Générales du commencement jusqu'à la fin, sous peine d'une amende à fixer par le Comité Central. Si, pour un motif quelconque, un délégué est obligé de s'absenter avant la fin de l'Assemblée Générale, il devra en aviser le président.

Art. 28. — La date, l'heure et l'endroit des Assemblées Générales, ainsi que le bilan, le projet du budget annuel et l'ordre du jour détaillé sont portés à la connaissance des intéressés au moins 15 jours d'avance.

L'endroit des Assemblées Générales est fixé par le C.C.

Art. 29. — Les Assemblées Générales sont en nombre, si la majorité des clubs admis définitivement est régulièrement représentée.

Les décisions des Assemblées Générales sont souveraines. Elles sont prises à la majorité absolue des suffrages et au vote secret, si la demande en est faite.

Le Secrétariat de la Fédération adressera aux clubs dans le mois qui suit l'approbation du procès-verbal des Assemblées Générales par le Comité Central, les modifications et ajoutes apportées aux statuts ou règlements de la F.L.B.B.

La publication officielle du rapport dûment approuvé devra avoir lieu dans les 15 jours suivant l'Assemblée Générale.

Art. 30. — Dans des cas exceptionnels, le Comité Central peut prendre par referendum des décisions réservées aux Assemblées Générales. Un exposé exact de la question à trancher sera communiqué aux clubs ayant droit de vote, soit par l'organe officiel, soit par lettre circulaire.

Les clubs sont tenus de voter par lettre recommandée endéans les 15 jours qui suivent la publication resp. la communication.

Les abstentions motivées doivent également être portées à la connaissance du Secrétariat; les clubs qui n'observent pas les délais indiqués sont passibles d'une amende à fixer par le Comité Central. Le résultat du vote, qui restera secret, est publié à l'organe officiel; il est sans appel.

Art. 31. — L'Assemblée Générale annuelle de la F.L.B.B. a lieu dans la première quinzaine du mois de février.

Sont portées à l'ordre du jour toutes les questions et propositions adressées au Comité Central un mois avant l'Assemblée Générale par les commissions ou clubs affiliés et admises après examen par le Comité Central comme n'étant pas contraires aux intérêts de la Fédération.

Les propositions de candidatures doivent parvenir au Secrétariat de la Fédération avant le 1er janvier.

Art. 32. — L'ordre du jour de l'Assemblée Générale comprend:

a) appel des délégués et vérification de leurs pouvoirs;
b) rapport du Comité Central et des commissions;
c) rapport de la Caisse et de la commission des finances;
d) approbation du projet de budget et des arrangements conclus éventuellement par le Comité Central;
e) modifications aux Statuts et Règlements;
f) élection des membres du Comité Central et des membres des commissions;
g) interpellations.

Art. 33. — Le Comité Central a le droit de convoquer à d'autres époques des Assemblées extraordinaires. Il est tenu de le faire si le tiers des sociétés affiliées en fait la demande.

CHAPITRE VII — ORGANE OFFICIEL

Art. 34. — Toutes informations officielles sont publiées dans un journal sportif du pays, désigné par le Comité Central comme organe officiel.

CHAPITRE VIII — MODIFICATIONS AUX STATUTS

Art. 35. — Aucune modification ne peut être apportée aux présents Statuts qu'à l'Assemblée Générale annuelle et aux deux tiers des suffrages exprimés.

CHAPITRE IX — DISSOLUTION

Art. 36. — La dissolution de la Fédération ne peut être prononcée qu'en Assemblée Générale, spécialement convoquée à cette fin et comprenant les deux tiers des sociétés affiliées et à la majorité des trois quarts des voix des délégués présents.

En cas de dissolution, l'avoir de la Fédération est réalisé et le solde créditeur versé à une oeuvre de bienfaisance.

CHAPITRE X – DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 37. – La F.L.B.B. décline toute responsabilité au sujet des accidents qui pourront se produire dans les épreuves ou réunions organisées par elle, par ses sociétés ou sous son patronage.

Art. 38. – En cas de fraude, tentative de fraude ou infraction aux Statuts et Règlements de la F.L.B.B., la Fédération peut se saisir d'office de l'incident, même si aucune réclamation n'a été formulée.

Art. 39. – Tous les cas non prévus par les présents statuts sont tranchés par le Comité Central.

Art. 40. – Les Statuts seront complétés par le règlement des jeux, par le code pénal et par les autres règlements de la Fédération.

Approuvés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 août 1946; modifiés par les Assemblées Générales du 24 janvier 1948 et du 9 janvier 1949.

Publiés au Recueil du Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, numéro 54 du 6 septembre 1946, pages 793 à 798.

REGLEMENTE

I. MEISTERSCHAFT

VERBANDSMEISTERSCHAFTEN, ORGANISATIONSMODUS

Art. 1. — Die offiziellen Meisterschaftsspiele werden nach den internationalen Regeln der F.I.B.A. ausgetragen, sofern nachstehendes Reglement keine Abweichungen vorsieht.

Art. 2. — Die F.L.B.B. veranstaltet alljährlich Basketball-Meisterschaften. Je nach der Zahl der angegliederten Vereine kann der Zentralvorstand des Verbandes verschiedene Divisionen aufstellen, z. B. eine I. Division, eine II. Division, eine III. Division, usw. Jede Division kann in Unterabteilungen eingeteilt werden, z. B. Reserve A, Reserve B, Reserve C, usw. Es steht dem Zentralvorstand aber auch frei, das Land in verschiedene Bezirke einzuteilen, z. B. Südbezirk, Nordbezirk, usw.

MELDUNGEN ZU DEN MEISTERSCHAFTSSPIELEN, BEGINN, MELDETERMIN

Art. 3. — Zur Teilnahme an den Meisterschaften, die spätestens am zweiten Sonntag im März beginnen, sind nur die der F.L.B.B. angegliederten Vereine berechtigt, deren Anmeldung bis zu dem vom Z.V. angegebenen Termin beim Generalsekretariat eingegangen sind. Nachmeldungen sind nicht gestattet.

TEILNAHMEGEBÜHR

Art. 4. — Zu der Meisterschaft ist von den teilnehmenden Vereinen auf Rechnung hin, jedenfalls aber vor Beginn der

Meisterschaft, eine nicht rückzahlbare Gebühr zu entrichten, die folgendermaßen festgesetzt ist:

Nationaldivision:	150 Franken,
I. Division:	125 Franken,
II. Division:	100 Franken,
Reserven:	100 Franken,
Juniors und Cadets:	75 Franken.

Art. 5. — Jeder Verein darf nur in einer Division spielen. Sämtliche gemeldeten Mannschaften eines Vereins müssen am selben Tage antreten.

Art. 6. — Neu aufgenommene Vereine, sowie solche, die sich nicht an der Meisterschaft beteiligt haben, müssen in der untersten Division starten.

AUFSTELLUNG DES SPIELKALENDERS

Art. 7. — Die Aufstellung des Meisterschaftskalenders erfolgt durch Los seitens der Technischen Kommission der F.L.B.B. Derselbe muß den Vereinen mindestens 14 Tage vor dem Datum des ersten Wettspiels durch Rundschreiben mitgeteilt werden. Besondere Wünsche der Vereine müssen, um berücksichtigt werden zu können, gleichzeitig mit der Anmeldung abgegeben werden. Meisterschaftstreffen außer den im Spielkalender vorgesehenen Treffen müssen 10 Tage im voraus bekannt gegeben werden. Meisterschaftstreffen, die, aus welcher Ursache es auch sei, während der Meisterschaft ausfallen, müssen möglichst sofort nachgetragen werden, auf alle Fälle aber, bevor die programmäßig vorgesehenen Treffen absolviert sind.

In außerordentlichen Fällen können Technische Kommission und Zentralvorstand die Frist von zehn Tagen kürzen.

SPIELSYSTEM

Art. 8. — Bis auf Weiteres tauschen die zwei erstklassierten Vereine der II. Division ohne Ausscheidungsspiel mit den zwei letztklassierten Vereinen der I. Division, usw.

Art. 9. — Scheidet eine Mannschaft von der Meisterschaft aus, so bleiben die bereits gespielten Wettspiele mit den erzielten Resultaten bestehen. Die noch zu spielenden Treffen

werden den Gegnern mit 30–0 Toren und 3 Punkten als gewonnen angerechnet.

Der ausscheidende Verein hat den noch bleibenden Gegnern innerhalb eines Jahres ein Retourspiel zu liefern oder ihnen die Reiseauslagen zurückzuerstatten, je nach Wunsch des Gegners.

ABMELDUNG ZU MEISTERSCHAFTSSPIELEN

Art. 10. – Für Forfait gilt folgende Regelung:

Man unterscheidet:

1. Forfait für einen Teil der Meisterschaft, d. h. wenn sich eine Mannschaft von der Meisterschaft zurückzieht.

Die noch verbleibenden Treffen werden dem Gegner mit 30–0 Punkten als gewonnen angerechnet.

2. Forfait für einzelne Treffen, d. h. wenn eine Mannschaft nicht an einem angekündigten Treffen teilnimmt oder dieses frühzeitig abbricht.

Scheidet eine Mannschaft nach Beginn der Meisterschaft von dieser aus, so bleiben die bereits gespielten Treffen mit den erzielten Resultaten bestehen.

Außer der in Art. 61 des Strafkodex vorgesehenen Strafe kann die Zurückerstattung der Reiseauslagen für acht Spieler pro Mannschaft bei bereits ausgetragenen Hinspielen angerechnet werden.

Eine Abmeldung zu einem Meisterschaftstreffen muß mindestens 72 Stunden vorher schriftlich erfolgen und zwar gleichzeitig an die T.K., den Schiedsrichterausschuß und den resp. Gegner.

a) bei regelrechter Abmeldung auf gegnerischem Feld:

Handelt es sich um ein Treffen der ersten Runde, so ist das Retourspiel auf dem gegnerischen Felde auszutragen. Handelt es sich hingegen um ein Retourspiel, so sind dem geschädigten Vereine entweder die Reiseauslagen für acht Spieler zurückzuerstatten oder innerhalb eines Jahres ein Freundschaftsspiel zu gewähren, je nach dem beliebigen Entscheid des geschädigten Vereines.

b) bei regelwidriger Abmeldung auf gegnerischem Feld: sämtliche Auslagen für Plakate und Spielfeldzeichnen sowie Schiedsrichterunkosten an den Platzverein sind zurückzuerstatten. Selbstverständlich finden die im Strafkodex vorgesehenen Strafen Anwendung.

FINANZEN

Art. 11. – Falls nicht eigens anders bestimmt, werden die Einnahmen aller von der F.L.B.B. organisierten offiziellen Treffen wie nachstehend verteilt:

bei Finalen und Barragetreffen der Meisterschaft:

von den Bruttoeinnahmen werden vorerst die Unkosten in folgender Reihenfolge beglichen:

1. Schiedsrichterunkosten;
2. Unkosten zur Bereitstellung des Spielfeldes;
3. Propaganda und sonstige Unkosten;
4. Reiseauslagen der Mannschaften (3. Klasse für 12 Personen ev. mit Abschlag);

von den Nettoeinnahmen erhalten: Platzverein 15% (Maximum 400 Fr.), UUK 10%, die beiden Finalisten je 37,5%. Machen die 15%, die dem Platzverein zufließen sollen, mehr als 400 Fr. aus, wird der Überschuß dem Trainerfonds überwiesen.

Spielen auf einem und demselben Feld mehr als zwei Finalisten, verteilt der Z.V. die Nettoeinnahmen nach obigen Richtlinien.

Art. 12. – Hat die F.L.B.B. aus wichtigen Gründen ein Meisterschaftstreffen auf ein neutrales Feld ausgesetzt, verfallen die Nettoeinnahmen zu 15% dem Platzverein und der Rest zu gleichen Teilen den beiden Vereinen, die auf dem Felde antreten. Genügen die Einnahmen nicht zur Deckung der Unkosten, haften die beiden Vereine zu je 50% für das entstandene Defizit.

Art. 13. – Wurde das Feld eines Vereines gesperrt und muß dieser Verein auf neutralem Spielfeld antreten, verfallen die Nettoeinnahmen zu 15% dem Platzverein, zu 45% dem

Gastverein und zu 40% dem Trainerfonds. Ein eventuelles Defizit geht zu Lasten des bestraften Vereines.

Art. 14. — Ist ein Feld unspielbar, haften die beiden Vereine zu je 50% für die entstandenen Reiseauslagen: Der Platzverein haftet außerdem für die Schiedsrichterunkosten.

Art. 15. — Trifft dies zweimal zu, ohne daß einen der beiden Vereine eine Schuld trifft, werden 50% der Reiseunkosten von den beiden Vereinen getragen, die restlichen 50% gehen zu Lasten der F.L.B.B.

Art. 16. — Wurde ein Treffen vom Schiedsrichter infolge schlechten Wetters abgebrochen und wird das Treffen nochmals ausgetragen, teilen die beiden Gegner die Nettoeinnahmen dieses zweiten Treffens nach vorheriger Vergütung der Reiseauslagen. Entsteht ein Defizit, wird dieses gleichfalls von beiden Vereinen getragen.

Art. 17. — Trägt einer der beiden Gegner die Schuld am Abbruch eines Spieles, kann der schuldig gesprochene Verein außer der gegen ihn verhängten Sanktionen zur Tragung sämtlicher Unkosten verurteilt werden.

Art. 18. — Tritt ein Verein zu einem Treffen nicht an, ohne sich mindestens 72 Stunden vorher durch eingeschriebenen Brief abgemeldet zu haben, darf der Platzverein von ihm die Vergütung der Auslagen für Propaganda, Feldzeichnen usw. fordern. Der diesbezgl. Betrag ist innerhalb von zehn Tagen zu begleichen.

Art. 19. — Der schuldig befundene Verein muß dem geschädigten Verein innerhalb eines Jahres ein Freundschaftsspiel als Retourtreffen gewähren, andernfalls er für dessen Reiseauslagen haftet, wenn nicht vorher schriftlich anders festgelegt wurde. Sind beide Vereine in derselben Ortschaft ansässig, setzt der Z.V. die Entschädigungssumme fest.

Art. 20. — Zieht ein Verein sich von der Meisterschaft zurück, schuldet er allen Vereinen, auf deren Feld er noch antreten müßte, innerhalb eines Jahres ein Freundschaftsspiel oder die Vergütung der Reiseauslagen für acht Spieler pro Mannschaft.

Art. 21. — Fällt ein Treffen infolge Abwesenheit des Schiedsrichters aus, sind die Reiseauslagen zu 50% von dem

abwesenden Schiedsrichter resp. von dessen Stammclub und zu 50% von der F.L.B.B. zu tragen. Hat die Gastmannschaft selbst keinen vollwertigen Schiedsrichter, so werden die Reiseauslagen nicht zurückerstattet. Diese Reiseauslagen werden für acht Spieler berechnet.

SAISONSPIELER, MANNSCHAFTSSPIELER

Art. 22. — Jeder Spieler darf in ein und derselben Saison nur für einen einzigen Verein an der Meisterschaft teilnehmen.

Nur ein Spieler einer Mannschaft darf an ein und demselben Tag an zwei Treffen teilnehmen. An einem Treffen teilnehmen, heißt effektiv ins Spielgeschehen eingreifen.

Art. 23. — Cadetsspieler dürfen nie an Seniorspielen teilnehmen, jedoch beliebig an Juniorspielen.

AUSLÄNDERBESETZUNG

Art. 24. — Die Ausländerbesetzung eines Vereines darf 2 Einheiten nicht übersteigen. Als Ausländer im Sinne dieses Begriffes sind solche Nicht-Luxemburger zu betrachten, die noch keine zehn Jahre im Lande gesetzlich domiziliert sind.

Ist er mehr als 10 Jahre im Lande ansässig, so ist er als Inländer zu betrachten.

Diese Bestimmung bezieht sich nicht auf Spieler, die am 1. 1. 1950 eine Lizenz hatten.

SCHIEDSRICHTER FÜR MEISTERSCHAFTSTREFFEN

Art. 25. — Die vom Z.V. oder vom Schiedsrichterausschuß zu den Meisterschaftsspielen aufgestellten Schiedsrichter dürfen nicht abgelehnt werden.

Art. 26. — Tritt bei einem Wettspiel der bestimmte Schiedsrichter nicht an, so können die beteiligten Vereine sich auf einen anderen anerkannten Schiedsrichter einigen.

Erscheint der offiziell mit der Leitung des Spieles betraute Arbiter nach Beginn des Spieles, so ist ihm sofort, d. h. bei der ersten normalen Spielunterbrechung, die weitere Leitung zu übertragen.

Art. 27. — Wenn sich bei Nichterscheinen des offiziellen Schiedsrichters beide Vereine zum Austragen eines Meisterschaftsspieles unter der Leitung eines anderen anerkannten Schiedsrichters entschlossen haben, so gilt dieser Schiedsrichter als offiziell und es kann gegen eventuelle Unfähigkeit nicht nachträglich protestiert werden.

Art. 28. — Die Austragung der Meisterschaft erfolgt nach dem Prinzip der Vorspiele und Retourspiele, indem jede einzelne Mannschaft gegen sämtliche Mannschaften der gleichen Division, an den festgesetzten Terminen, zweimal in getrennten Serien zu spielen hat.

Die Meisterschaftstreffen werden nach Punkten gewertet. Ein gewonnenes Treffen wird mit 3 Punkten, ein Unentschieden mit 2 Punkten, ein verlorenes Treffen mit 1 Punkt, ein durch Forfait verlorenes Treffen mit 0 Punkt gewertet. Die die höchste Punktezahl erreichende Mannschaft ist Meister der betreffenden Division.

Art. 29. — Stehen am Schluß der Wettkämpfe in den verschiedenen Divisionen zwei Mannschaften mit derselben Punktezahl an der Spitze oder am Ende der Tabelle, so finden Entscheidungsspiele (Einzelspiele) auf neutralem Platze statt.

Handelt es sich um 3 oder mehr Mannschaften, so finden ebenfalls Ausscheidungsspiele statt.

VERLÄNGERUNGEN

Art. 30. — Endigt ein offizielles Entscheidungsspiel (Finale) unentschieden, muß eine resp. soviele Verlängerungen von je fünf Minuten gespielt werden bis ein Resultat zu Gunsten einer der beiden Mannschaften erzielt ist. Zwischen jeder Verlängerung wird eine Pause von 2 Minuten eingelegt.

Art. 31. — Bei Juniors- und Cadets-Endspielen darf keine Verlängerung stattfinden.

UNZULÄNGLICHKEIT DES MATERIALS

Art. 32. — Falls wegen Unzulänglichkeit des Materials ein Wettspiel nicht zu Ende geführt werden kann, verfallen die 2 Punkte dem gegnerischen Verein.

Der Platzverein muß mindestens zwei Bälle, der sich deplacierende Verein einen Ball stellen. Gehen diese drei Bälle zu schanden, dann ist der Platzverein forfait verloren.

Bei einer Finale auf neutralem Felde muß jeder Finalist einen Ball mitbringen. Der dritte wird vom neutralen Platzherrn zur Verfügung gestellt.

SAMARITERKASTEN

Art. 33. — Der Platzverein muß während eines jeden Wettspiels und zwar auf dem Spielfeld, einen Samariterkasten zur Verfügung der Spieler halten. Der Schiedsrichter ist verpflichtet, sich diesen Kasten vorzeigen zu lassen.

SCHIEDSRICHTERSCHUTZ

Art. 34. — Dem amtierenden Schiedsrichter oder beiden ist nach dem Spiel vom Platzverein Schutz zu gewähren bis zur Abfahrt des ersten erreichbaren Zuges oder der ersten erreichbaren Trambahn, oder aber, wo keine Bahn- oder Haltestelle ist, in einem Umkreis von 3 Kilometern.

UMKLEIDEZIMMER FÜR DIE BESUCHERMANNSCHAFT UND FÜR DEN SCHIEDSRICHTER

Art. 35. — Zu jedem Wettspiel hat der Platzverein dem Schiedsrichter sowie der gegnerischen Mannschaft je ein verschließbares Zimmer zum Umkleiden zur Verfügung zu stellen, welches sich auf dem Felde selbst oder in unmittelbarer Nähe desselben befinden muß, und ihnen den Schlüssel zu demselben aushändigen.

Den Schiedsrichtern ist ein Zimmer bereit zu stellen in einem Hause oder Orte, wo keine Vereinsmannschaft sich umzieht. Ist das Zimmer nicht verschlossen, so kann der Platzverein für eventuelle Entwendungen verantwortlich gemacht werden.

Die Platzpolizei muß durch den Platzverein ausgeübt werden. Der Zugang zu den Auskleideräumen ist unbefugten Personen verboten.

Nach Möglichkeit soll den Spielern und dem Schiedsrichter nach dem Treffen zum Waschen warmes Wasser resp. eine Brause zur Verfügung stehen. Auch soll bei kaltem Wetter der Umkleideraum geheizt sein.

SCHIEDSRICHTERBOGEN, ANSCHREIBETAFEL, ERFRISCHUNGEN

Art. 36. — Die Eintragungen auf dem Schiedsrichterbogen sind mit Kugelschreiber zu machen, dessen Schrift auch bei schlechter Witterung lesbar bleibt. Bei Regen soll Bleistift (kein Tintenstift) benutzt werden.

Art. 37. — Die Anschreibetafel ist für alle Spielfelder obligatorisch. Dieselbe soll während des Spieles vom Schiedsrichter kontrolliert werden, damit jederzeit Übereinstimmung mit der Resultat-Anschreibung des Anschreibers festgestellt werden kann und auf diese Weise Unregelmäßigkeiten ausgeschlossen sind.

Der Schiedsrichterbogen ist maßgebend.

Art. 38. — In der Halbzeit muß allen Spielern sowie dem Schiedsrichter vom Platzverein eine Erfrischung (z. B. heißer Tee)) verabreicht werden.

UNVORHERGESEHENES

Art. 39. — Bei allen nicht in dieser Spielordnung vorgesehenen Fällen entscheidet rechtskräftig im Laufe der jeweiligen Saison der Zentral-Vorstand.

ÄNDERUNGEN

Art. 40. — Änderungen an dieser Spielordnung können nur durch die Generalversammlung der F.L.B.B. vorgenommen werden. Anträge dazu müssen wenigstens einen Monat vor dem Datum der Generalversammlung dem Zentral-Vorstand zugestellt werden. Das Zentral-Comité untersucht zuerst diese Anträge und muß feststellen, ob sie nicht gegen die Interessen der Federation gerichtet sind. Dies in Ausführung des Artikels 31 der Statuten der F.L.B.B. Anträge, die zu spät einlaufen, können erst auf die Tagesordnung der nächsten Generalversammlung gesetzt werden.

COUPE DE LUXEMBOURG

Art. 41. – Die F.L.B.B. läßt alljährlich den von S.K.H. Prinz Charles von Luxemburg gestifteten Pokal unter dem Namen „Coupe de Luxembourg" als Wanderpokal austragen. Jene Vereine, die in den ersten Ausscheidungstreffen um die Coupe de Luxembourg ausscheiden, tragen unter sich die „Coupe F.L.B.B." ebenfalls als Wanderpokal aus.

Beide Pokale verbleiben das Eigentum der F.L.B.B.; nach der jeweiligen Finale erhalten die beiden Siegermannschaften dieselben auf ein Jahr zur Aufbewahrung. Die Pokalsieger haften für die in ihrem Besitz befindlichen Pokale und haben dieselben vier Wochen vor der nächstfolgenden Pokalfinale im Verbandslokal resp. Generalsekretariat gegen Quittung abzuliefern.

ORGANISATION

Art. 42. – Die Organisation beider Pokale liegt in Händen der technischen Kommission der F.L.B.B.

Für die materielle Organisation aller Pokaltreffen ist jeweils der zuständige Platzverein verantwortlich.

ANMELDUNGEN

Art. 43. – Die Teilnahme an der Coupe de Luxembourg ist obligatorisch für alle Vereine der ersten Division. Den Vereinen der zweiten, dritten usw. Division steht es frei, sich an der Coupe de Luxembourg zu beteiligen. Jeder Verein darf nur mit einer einzigen Mannschaft an der Coupe de Luxembourg resp. Coupe F.L.B.B. teilnehmen.

Die Anmeldung zur Coupe de Luxembourg erfolgt gleichzeitig mit der Anmeldung zur Meisterschaft.

Die Teilnahmegebühr beträgt 150 Franken.

AUSTRAGUNGSSYSTEM

Art. 44. — Die Coupe de Luxembourg resp. Coupe F.L.B.B. wird durch k.o.-System ausgetragen.

Art. 45. — Bei Gleichspiel erfolgen eine oder mehrere Verlängerungen gemäß Art. 55 der internationalen Spielregeln.

Art. 46. — Sollten die Anmeldungen zur Coupe de Luxembourg keine für Pokalausscheidungstreffen günstige Zahl ergeben (4–8–16–32 usw.), so müssen vor den ersten Ausscheidungstreffen ein oder mehrere Vereine durch Los freigezogen werden, bis daß die für Achtels- oder Viertelsfinalen günstige Zahl (8–16) von Vereinen erreicht ist. Jedenfalls dürfen nach den Achtels- resp. Viertels-Finalen keine Vereine mehr durch Los hinzugezogen werden.

VERLOSUNG DER PAARUNGEN UND BESTIMMUNG DER SPIELFELDER

Art. 47. — Die Zusammensetzung der Paarungen bis zu den Halbfinalen einschl. erfolgt stets durch Los.

Art. 48. — Die Verlosung erfolgt öffentlich. Ort, Tag und Stunde der Verlosung müssen mindestens acht Tage vorher im offiziellen Organ oder durch Zirkular den Vereinen mitgeteilt werden. Maßgebend ist immer der Poststempel.

Art. 49. — Die Treffen um die Coupe de Luxembourg und Coupe F.L.B.B. werden an den im Spielkalender vorgesehenen Sonntagen ausgetragen.

Art. 50. — Alle Treffen der Coupe de Luxembourg und Coupe F.L.B.B. können nur auf vorschriftsmäßig homologierten Feldern ausgetragen werden.

Art. 51. — Sämtliche Pokaltreffen bis zu den Halbfinalen einschl. werden auf den Feldern der erstausgelosten Vereine ausgetragen. Die T.K. darf indessen in außerordentlichen Fällen nach Befragen beider Vereine ein anderes Feld als Austragungsort bestimmen.

Art. 52. — Die Finalen der Coupe de Luxembourg und Coupe F.L.B.B. finden auf neutralem Felde statt. Art und Zeit der Austragung werden vom Z.V. nach Anhören der T.K. festgesetzt.

Mit dem Einverständnis der beiden Finalisten darf der Z.V. nach Anhören der T.K. die Finale auf dem Felde eines der beiden Gegner austragen lassen.

DATUM UND STUNDE DER TREFFEN

Art. 53. — Die T.K. bestimmt Daten und Startstunde der einzelnen Treffen. Sie darf auch beide umändern.

SCHIEDSRICHTER, ANSCHREIBER, ZEITNEHMER

Art. 54. — Die Schiedsrichter für die einzelnen Coupe-Treffen werden vom Schiedsrichterausschuß bestimmt.

Art. 55. — Die Halbfinalen und Finalen werden von je zwei Schiedsrichtern geleitet, die vom Schiedsrichterausschuß nach Übereinkunft mit dem Z.V. bestimmt werden.

Art. 56. — Bis zu den Halbfinalen einschl. wird der Anschreiber vom Platzverein, der Zeitnehmer vom Gastverein gestellt.

Art. 57. — Zu den Finalen werden Anschreiber und Zeitnehmer vom Z.V. nach Anhören der T.K. ernannt.

UNIFORM DER MANNSCHAFTEN

Art. 58. — Die Mannschaften treten jeweils in der auf dem Anmeldeformular angegebenen Uniform an.

Art. 59. — Haben beide Gegner dieselbe oder eine sich stark ähnelnde Uniform, gelten folgende Vorschriften:

a) bei allen Treffen, die auf dem Felde eines der beiden Gegner ausgetragen werden, muß der Platzverein in anderer Uniform antreten.

b) bei Treffen auf neutralen Feldern müssen sich die beiden Gegner mindestens zehn Tage vor dem Treffen über die Uniformfrage einigen und die T.K. diesbezgl. benachrichtigen.

Art. 60. — Bezgl. der Nummern gelten die üblichen Bestimmungen. Niemals dürfen in einer Mannschaft zwei Spieler mit derselben Nummer antreten.

PLATZPOLIZEI

Art. 61. — Der Platzverein hat jeweils die Platzpolizei zu stellen. Diese ist verantwortlich für Ordnung und Disziplin und hat gegebenenfalls Schiedsrichter, Offizielle und Spieler gegen Ausfälle des Publikums zu schützen.

Art. 62. — Ist der Schiedsrichter gezwungen, ein Treffen infolge ungebührlichen Benehmens der Vereinsoffiziellen oder des Publikums abzubrechen, entscheidet das Verbandsgericht über eventuelle Neuaustragung, Forfait oder Vallidierung des Treffens. Entscheidet das V.G. über Neuaustragung, so findet das zweite Treffen auf dem Feld des Gegners statt.

Art. 63. — Bei Schließung eines Feldes durch das Verbandsgericht finden alle Treffen für die Dauer der Schließung auf neutralen Feldern oder vor geschlossenen Türen statt.

BÄLLE

Art. 64. — Der Platzverein ist zur Bereitstellung der Bälle verpflichtet. Doch darf auch die Gastmannschaft dem Schiedsrichter einen Ball präsentieren; der Schiedsrichter entscheidet dann, mit welchem Ball gespielt wird. Zu einem Treffen auf neutralem Felde müssen beide Mannschaften je zwei Bälle mitbringen.

FORFAIT

Art. 65. — Verzichtet ein Verein auf ein Pokaltreffen, muß er dies der T.K., dem Schiedsrichterausschuß und dem gegnerischen Verein mindestens zehn volle Tage im Voraus durch eingeschriebenen Brief mitteilen, andernfalls er für sämtliche Kosten, die der F.L.B.B. und dem gegnerischen Verein entstehen, aufkommen muß.

Zur Berechnung der Frist wird der Abgangstag des Briefes nicht miteingerechnet.

Der Verzicht auf ein Pokalspiel wird mit einer der Schwere des Vergehens angemessenen Strafe geahndet.

Art. 66. — Tritt ein Verein nicht zu einem offiziellen Pokaltreffen an, darf er am selben Tag auch kein anderes Treffen austragen.

Art. 67. — Verläßt eine Mannschaft vor Schluß des Treffens das Feld, verliert sie jedwedes Anrecht auf Entschädigung, resp. Anteil an den betr. Pokaleinnahmen.

Außerdem treten die für diese Fälle vorgesehenen Strafen in Kraft.

Art. 68. — Forfait-Erklärungen bei der Coupe de Luxembourg resp. Coupe F.L.B.B. ziehen nachstehende Strafen nach sich:

Ausscheidungstreffen:	200 Franken,
1/4 Finale:	500 Franken,
1/2 Finale:	700 Franken,
Finale:	1500 Franken.

Art. 69. — Verstöße gegen obiges Reglement können vom Verbandsgericht mit einer Strafe bis 500 Franken oder je nach der Schwere des Verstoßes mit Disqualifikation bestraft werden.

Art. 70. — Sämtliche Beschwerden unterliegen den Verbandsstatuten. Für die Austragung der Coupe-Spiele gilt mutatis mutandis das Meisterschaftsreglement.

FINANZEN

Art. 71. — Die Eintrittskarten werden von der F.L.B.B. zur Verfügung gestellt, die auch die Eintrittspreise festlegt.

Art. 72. — Die Kontrolle an der Kasse erfolgt durch die Vereinsdelegierten unter Aufsicht des Offiziellen der F.L.B.B.

Art. 73. — Der Platzverein ist unter Strafe verpflichtet, spätestens fünf Tage nach dem Treffen die Abrechnung, die übriggebliebenen Eintrittskarten sowie die Restsumme der F.L.B.B. einzusenden.

Art. 74. — Die Einnahmen eines jeden Sonntags fließen in eine für die Coupe de Luxembourg und Coupe F.L.B.B. gemeinsame Kompensationskasse. Aus dieser Kasse werden vorerst die Unkosten und zwar in nachstehender Reihenfolge beglichen:

a) die Schiedsrichterspesen. Diese müssen, selbst im Falle ungenügender Einnahmen, vom Platzverein bezahlt werden,

dem sie in diesem Fall aus der Kompensationskasse rückerstattet werden.

b) die Kosten zur Bereitstellung des Feldes für die Halbfinalen. Bis zu den Viertelfinalen einschließlich gehen diese Kosten zu Lasten des Platzvereines.

c) die Propagandakosten.

d) die Reiseunkosten der Mannschaften, 3. Klasse (ev. Abschlag) für 12 Personen, falls der Verein binnen fünf Tagen nach dem Treffen eine genaue Aufstellung dieser Ausgaben an die F.L.B.B. einsendet.

Art. 75. — Falls die Einnahmen nicht ausreichen, wird das Defizit zu gleichen Teilen unter die an den Spielen dieses betr. Sonntages teilnehmenden Mannschaften aufgeteilt und getragen.

Art. 76. — Die Verteilung des Überschusses erfolgt nach folgendem Modus:

50% an die beteiligten Mannschaften,

10% an die UUK,

40% an die F.L.B.B.

Art. 77. — Die Einnahmen der Finale dienen zuerst zur Begleichung der Schiedsrichterspesen und der Kosten zur Bereitstellung des Spielfeldes (Art. 23g).

Der Rest wird aufgeteilt zu:

50% an die beteiligten Mannschaften,

10% an die UUK,

40% an die F.L.B.B.

Die Propagandaunkosten gehen zu Lasten der F.L.B.B.

PROPAGANDA

Gesuche zur Abhaltung von internationalen Treffen, Freundschafts-, Pokal- und Turnierspielen

Art. 78. — Zu jedem Treffen, das von einem Verein organisiert wird, ist seitens des Organisators die schriftliche Genehmigung des Z.V. einzuholen.

Art. 79. — Nimmt ein Verein an einem Treffen oder Turnier im Ausland teil, muß er gleichfalls vorher die Genehmigung des Z.V. einholen.

Art. 80. — Kein in der F.L.B.B. lizenzierter Spieler darf an Treffen teilnehmen, die nicht unter der Kontrolle der F.L.B.B. oder eines von ihr anerkannten Verbandes organisiert werden.

Art. 81. — Dem Z.V. steht das Recht zu, in bestimmten Fällen Dispens von dieser Verfügung zu erteilen.

Art. 82. — Die betreffenden Gesuche sind jeweils an das Generalsekretariat zu richten.

Art. 83. — Als Fristen für die Gesuche sind vorgesehen bei Treffen im Inland:

a) bei Freundschaftsspielen mit in- und ausländischen Mannschaften zehn volle Tage;

b) bei Pokal- und mehrtägigen Turnierspielen 20 volle Tage.

Art. 84. — Für sämtliche Treffen im Ausland beträgt die Frist 15 volle Tage.

Art. 85. — Bei all diesen Gesuchen ist das Datum des Poststempels maßgebend.

Art. 86. — Ausländische Mannschaften, die im Inland gegen einen inländischen Verein antreten, müssen die Erlaubnis ihres Verbandes resp. ihrer Liga vorlegen.

Art. 87. — Jedes Gesuch wird vom Generalsekretariat postwendend beantwortet, wenn es sich um internationale oder Freundschaftsspiele handelt. Bei Pokal- und Turnierspielen entscheidet der Z.V. bei einfacher Stimmenmehrheit.

Art. 88. — Nach Genehmigung des Treffens teilt das Generalsekretariat das betr. Programm sofort der T.K., P.K. und bei Spielen im Inland auch dem Schiedsrichterausschuß mit.

Art. 89. — Bei Pokal- und Turnierspielen ist dem Gesuch jeweils ein genaues Programm in fünffacher Ausführung beizulegen.

Art. 90. — Die Bezeichnung (voller Name) ausländischer Vereine ist in jedem Gesuch genauestens anzugeben.

Art. 91. — Zuwiderhandlungen gegen obige Bestimmungen werden mit Geldstrafen von 100 bis 500 Franken resp. mit Disqualifikation von 1 bis 4 Wochen bestraft.

Resultatmelden

Art. 92. — Die Resultate aller Treffen im Inland sind jeweils sofort, spätestens eine halbe Stunde nach dem Treffen an eine vom Z.V. resp. der P.K. bekanntgegebene Sammelstelle telephonisch zu melden.

Art. 93. — Bei Meisterschafts- und offiziellen Pokaltreffen, also allen vom Z.V. angeordneten Treffen, setzt der Z.V. eine Zeitspanne fest, in der die Resultate an die Sammelstelle zu melden sind.

Art. 94. — Bei Treffen auf neutralen Feldern ist stets der Platzverein für das Resultatmelden verantwortlich.

Art. 95. — Findet ein Treffen an einem Wochentag statt, wird das Resultat nach Vereinbarung des betr. Clubs mit der P.K. gemeldet.

Art. 96. — Nimmt ein Verein an einem Treffen im Ausland teil, ist er verpflichtet, sofort nach seiner Rückkehr, oder, falls dies nicht möglich ist (z. B. nachts), spätestens innerhalb 12 Stunden das Resultat telephonisch an die Sammelstelle zu melden. Obendrein ist der Schiedsrichterbogen solcher Treffen sofort nach der Rückkehr an die P.K. ein-

zusenden, die denselben nach Überprüfung an den betr. Verein zurücksendet. Die Vereine mögen deswegen im Ausland vor Beginn eines Treffens stets den Organisatoren darauf aufmerksam machen, daß ihnen ein Schiedsrichterbogen ausgehändigt werden muß.

Art. 97. – Bei allen inländischen Treffen sind die Schiedsrichter verpflichtet, die Schiedsrichterbogen am Tage des Treffens selbst an die vom Z.V. angebene Adresse abzusenden.

Art. 98. – Zuwiderhandlungen gegen obige Bestimmungen werden gemäß Art. 14 dieses Reglementes bestraft.

Art. 99. – Eine absichtliche Falschmeldung eines Resultates wird mit einer Geldstrafe von 500 Franken und Disqualifikation von 2 bis 8 Wochen bestraft.

STATUT DER UNFALL-UNTERSTÜTZUNGSKASSE

Art. 1. — Die F.L.B.B. verfügt über eine Unfall-Unterstützungskasse, in der sämtliche lizenzierten Verbandsmitglieder pflichtversichert sind von dem Tage ab, an dem ihre Anmeldung bei der F.L.B.B. eingegangen ist.

ZWECK

Art. 2. — Die U.U.K. bezweckt ihren Mitgliedern, die sich beim oder durch den Basketball einen Unfall zuziehen, unter bestimmten Voraussetzungen finanzielle und materielle Hilfe zu gewähren.

Art. 3. — Die Leistungen der U.U.K. erstrecken sich auf alle von der F.L.B.B. selbst oder den angeschlossenen Clubs organisierten und von der F.L.B.B. gutgeheißenen Treffen und Traininge.

Art. 4. — Als Unfall gelten sämtliche Verletzungen, die beim oder durch den Basketball entstehen.

VERWALTUNG

Art. 5. — Die U.U.K. wird verwaltet von einer Kommission, die aus fünf Mitgliedern besteht und jedes Jahr vom Zentralvorstand ernannt wird. Sie setzt sich zusammen aus einem Vertreter des Zentralvorstandes, der jeweils Präsident der Kommission ist, einem Sekretär, einem Kassierer und zwei Mitgliedern.

Art. 6. — Die Sitzungen der U.U.K.-Verwaltungskommission finden je nach Bedarf statt.

Art. 7. — Die U.U.K. verkehrt lediglich mit Vereinen. Diese sind verpflichtet jeweils ihre Mitglieder zu vertreten.

Art. 8. — Sämtliche finanziellen Operationen werden von der U.U.K. selbständig getätigt, doch müssen alle Operationen von zwei zu bestimmenden Mitgliedern der U.U.K. unterzeichnet werden.

Art. 9. — Zum Schlusse eines jeden Geschäftsjahres stellt die Verwaltungskommission eine finanzielle Bilanz und eine Unfallstatistik auf. Gleichzeitig legt sie Vorschläge für das kommende Geschäftsjahr vor. Jahresabrechnung und Vermögen sind den Kassenrevisoren des Verbandes zu unterbreiten.

UNFALLMELDUNGEN

Art. 10. — Jeder Unfall, der sich während eines Treffens ereignet, ist dem Schiedsrichter auf dem Feld selbst zu melden. Der Schiedsrichter hat sich persönlich von dem Unfall oder der Verletzung zu überzeugen und muß den Unfall auf dem Schiedsrichterbogen vermerken. Unfälle, die sich während eines Trainings ereignen, sind ebenfalls sofort beim Trainer oder einem anwesenden Vorstandsmitglied zu melden.

Beansprucht ein Mitglied der U.U.K. auf Grund eines Unfalles Leistungen seitens der U.U.K., so ist der Unfall auf Unfallformular Nr. 1 binnen d r e i Tagen der U.U.K. zu melden, andernfalls der Verein mit einer Strafe von hundert Franken belegt werden kann. Das Unfallformular Nr. 1 ist vom Verletzten sowie vom Arzt gewissenhaft auszufüllen. Ist das Unfallformular binnen f ü n f Tagen nicht bei der U.U.K. eingegangen, besteht kein Anrecht auf Leistungen seitens der U.U.K.

Art. 11. — Ist der Kranke oder Verletzte wieder vollständig hergestellt, bescheinigt der Arzt die Gesundmeldung auf dem Formular Nr. 2, das dann von dem betr. Verein binnen a c h t Tagen mit sämtlichen Rechnungen und Unterlagen der U.U.K. zur Überprüfung und Erledigung zugestellt werden muß.

KASSENLEISTUNGEN

Art. 12. — Die U.U.K. bewilligt bei jedem vorschriftsmäßig bei ihr angemeldeten und von ihr anerkannten Unfall vom ersten Krankheitstage ab eine Unterstützung wegen Lohn-

ausfall. Die Unterstützungssätze werden jedes Jahr vom ordentlichen Kongreß festgesetzt.

Art. 13. — Kommt keine andere Versicherung oder Kasse für den Unfall auf, übernimmt die U.U.K. die Ausgaben für Arzt, Apotheke, Massagen, Röntgenaufnahmen, Transport und eventuelle klinische Behandlung (3. Klasse). Für diese Ausgaben gelten die Tarife der Krankenkassen. Fallen die Klinikkosten zu Lasten der U.U.K., so wird für die Dauer des Klinikaufenthaltes keine Unterstützung an Lohnausfall bewilligt.

Art. 14. — Bei Verlust von Zähnen bezahlt die U.U.K. höchstens hundert Franken pro Zahn. Ausgaben für Klammern, Platten, Saugern usw. werden nicht übernommen.

Art. 15. — Bestrahlungen, Massagen, Knie- und Enkelschoner müssen vom Kontrollarzt der F.L.B.B. verordnet oder, falls es sich um einen andern Arzt handelt, von der U.U.K. bewilligt werden.

Art. 16. — Die Höchstleistungen für ein und denselben Unfall betragen fünftausend Franken.

Bei einem außerordentlich schweren Unfall darf der Zentralvorstand diese Leistungsdecke erhöhen.

Art. 17. — Hat der betr. Unfall den Tod oder totale Dauerinvalidität zur Folge, so bezahlt die U.U.K. durch Vermittlung des zuständigen Vereins einen Pauschalbetrag in Höhe von 30 000 Fr. (dreißigtausend Franken) bei Verheirateten und von 15 000 Fr. (fünfzehntausend Franken) bei Ledigen aus.

Art. 18. — Jeder Unfall gilt für die U.U.K. als erledigt, wenn:

a) der Arzt die Gesundmeldung ausgestellt hat,

b) der Verletzte seine Arbeit wiederaufnimmt oder erneut Basketball spielt.

Art. 19. — Tritt binnen zwei Monaten vom Tag der Gesundmeldung ab eine nachträgliche Verschlimmerung als Folge desselben Unfalls auf, so hat der Verletzte weiter Anspruch auf die Leistungen der U.U.K. bis zur Höchstgrenze.

Art. 20. — Wird festgestellt, daß ein Verletzter wissentlich falsche Angaben gemacht hat, oder, wenn der Versicherte

ablehnt, der U.U.K. die nötigen Unterlagen zu liefern, verliert er jedwedes Recht auf Anspruch an die Leistungen der U.U.K.; selbst die bereits empfangenen Leistungen sind an die U.U.K. zurückzusenden und zwar durch den zuständigen Verein. Weiter hat der Schuldige mit einer Strafe zu rechnen, die bis zur Disqualifikation gehen kann.

Art. 21. — Die U.U.K. hat das Recht, jeden einzelnen Unfall durch einen vom Zentralvorstand der F.L.B.B. von Fall zu Fall ernannten Kontrollarzt überprüfen zu lassen.

BEITRÄGE UND RESERVEFONDS

Art. 22. — Die notwendigen finanziellen Mittel werden aufgebracht durch:

a) Beiträge, deren Höhe der ordentliche Kongreß jedes Jahr festsetzt;

b) durch einen Anteil von 10% an den Nettoeinnahmen sämtlicher Verbandstreffen;

c) die Einnahmen sämtlicher von der F.L.B.B. verhangener Strafen.

Art. 23. — Ein eventueller Einnahmeüberschuß wird zu Ende eines jeden Geschäftsjahres dem Reservefonds der U.U.K. gutgeschrieben.

Art. 24. — In allen zweifelhaften und in diesem Reglement nicht vorgesehenen Fällen entscheidet die U.U.K. Berufung an das Verbandsgericht ist zulässig.

STRAFKODEX

Die Instanzen

Art. 1. — Im Rahmen der F.L.B.B. besteht ein Verbandsgericht, das aus einem Präsidenten, zwei Mitgliedern, zwei Ersatzmitgliedern und einem Sekretär besteht.

Präsident, Mitglieder, Ersatzmitglieder, Sekretär werden jährlich vom Zentralvorstand vorgeschlagen und vom ordentlichen Kongreß genehmigt.

Art. 2. — Dem Verbandsgericht der F.L.B.B. fällt die Aufgabe zu:

1. Streitigkeiten jeder Art zwischen

a) einzelnen Vereinen,

b) Mitgliedern der F.L.B.B.,

c) Vereinen und deren Mitgliedern,

d) Vereinen, Spielern und den Instanzen der F.L.B.B. zu schlichten oder zu entscheiden;

2. über Gültigkeit resp. Annulierung von offiziellen Treffen zu befinden;

3. über alle Vergehen sowie über jedwedes sportwidrige und verbandschädigende Verhalten, deren sich Vereine, Spieler oder Mitglieder bei der Ausübung oder gelegentlich der Ausübung ihrer Vereins- oder Sporttätigkeit schuldig machen.

4. über Übertretungen der Statuten und Reglemente.

Art. 3. — Das Verbandsgericht kann seine Entscheidungen nur treffen, wenn es vollzählig ist (3 Mitglieder und Sekretär).

Der Verbandsgerichtssekretär nimmt nicht an der Abstimmung teil. Er führt das Verbandsgerichtsregister.

Alle Beratungen und Abstimmungen des Verbandsgerichtes finden in geheimer Weise statt. Indiskretionen, die sich ein Mitglied zuschulden kommen läßt, können den Ausschluß

aus dem Verbandsgericht und eventuell aus dem Verband nach sich ziehen.

Art. 4. — Das Verbandsgericht wird durch die Kläger, den Zentralvorstand und die offiziellen Schiedsrichter der F.L.B.B. befaßt. Von jedem Treffen, das zu einem Proteste, einer Reserve oder einem Platzverweis wegen unsportlichen Verhaltens oder disqualifizierenden Fehlers Anlaß gegeben hat, muß dem amtierenden Präsidenten des Verbandsgerichtes ein Schiedsrichterbogen übermittelt werden.

Art. 5. — Das Verbandsgericht entscheidet in erster Instanz. Der Präsident macht die Instruktion und leitet die Verhandlungen. Er setzt die einzuschlagende Prozedur selbst fest und kann schriftliche Auskünfte bei den streitenden Parteien und bei Dritten anfragen. Dieselben müssen innerhalb von acht Tagen nach Aufforderung dem Verbandsgerichtspräsidenten zugegangen sein.

Bei Verhängen von Strafen muß der Beschuldigte zu seiner Verteidigung vorgeladen werden. Er kann auch eine schriftliche Eingabe machen. Dieselbe muß aber für die Verhandlung vorliegen, andernfalls sie nicht in Betracht gezogen wird.

Die Vorladung zum Verhandlungstermin muß mindestens 48 Stunden im voraus erfolgen.

Art. 6. — Bei einfachen Entscheidungen über Tatsachen, Ordnungsstrafen und Verweisen kann von einem Verhör oder einer Gegenäußerung abgesehen werden.

Art. 7. — Die Aussagen aller Vorgeladenen, Parteien und Zeugen werden in ein Register eingetragen und von denselben unterschrieben.

Art. 8. — Das Verbandsgericht fällt den Kostenentscheid; der Präsident zieht die Geldstrafen und Kosten ein.

Er wacht über die Vollstreckung der Strafen und veröffentlicht einen Bericht über jede Sitzung im offiziellen Organ der F.L.B.B.

Bei Nichtbezahlung der Strafe und Kosten kann der Verbandsgerichtspräsident Disqualifikation verhängen.

Art. 9. — Für jede Sitzung erhalten Präsident, Mitglieder und Sekretär je 50 Fr. Spesen.

Art. 10. — Der Verbandsgerichtspräsident oder, falls dieser verhindert ist, ein besonders delegiertes Mitglied des Verbandsgerichtes, ist mit besonderen Vollmachten versehen. Er kann

1. selbständig, ohne daß das Verbandsgericht zusammentritt, Ordnungsstrafen verhängen und Verweise erteilen;

2. in den im Strafkodex eigens bezeichneten Fällen die Geldstrafen allein verhängen;

3. in dringenden und schwerwiegenden Fällen, wenn das Verbandsgericht nicht rechtzeitig zusammentreten kann, um vor den nächstfolgenden offiziellen Treffen einen Beschluß zu fassen, auch provisorisch die Disqualifikation eines Spielers oder eines Vereins verhängen oder ein Spielfeld sperren.

Die Vorladung an die Parteien geschieht mindestens 24 Stunden im voraus. Die Entscheidung muß schriftlich dem Verband und den Parteien mitgeteilt werden.

Der Verbandsgerichtspräsident ist gemäß Art. 4 zu befassen.

Art. 11. — Gegen den Entscheid des Verbandsgerichtspräsidenten ist Berufung an das Verbandsgericht möglich. Um zulässig zu sein, muß dieselbe durch Einschreibebrief, der innerhalb von drei Tagen nach der Zustellung des Entscheides an den Verbandsgerichtspräsidenten zu richten ist, eingelegt werden.

Die Berufungsgebühr an das Verbandsgericht beträgt hundert Franken, die gleichzeitig mit dem Berufungsakt zu überweisen ist. Ist die Berufung begründet, wird die Gebühr zurückbezahlt.

Art. 12. — Gegen den Entscheid des Verbandsgerichtes kann von der unterliegenden Partei Berufung an den Berufungsrat eingelegt werden.

Art. 13. — Der Berufungsrat besteht aus einem Präsidenten, vier Mitgliedern und einem Sekretär.

Er setzt sich zusammen aus dem Präsidenten der F.L.B.B., der Präsident des Berufungsrates ist; den Präsidenten der Technischen Kommission und des Schiedsrichterausschusses; zwei andern Mitgliedern, die vom Zentralvorstand vorgeschlagen und von der Generalversammlung agreiert werden und

mindestens während zehn Jahren Mitglied der F.I.B.B. gewesen sein müssen. Dies gilt auch für die Ersatzmitglieder.

Der Sekretär des Verbandsgerichtes übt die Funktionen eines Sekretärs beim Berufungsrat aus.

Art. 14. — Berufung gegen einen Entscheid des Verbandsgerichtes muß innerhalb von zehn Tagen nach Zustellung des Entscheides durch Einschreibebrief an den Präsidenten des Berufungsrates erfolgen. Die Berufungsgebühr beträgt 250 Fr., die zurückbezahlt wird, wenn die Berufung gerechtfertigt ist.

Art. 15. — Der Berufungsrat entscheidet in letzter Instanz. Art. 3, 4, 5, 6, 8 und 9 beziehen sich auch sinngemäß auf den Berufungsrat.

Art. 16. — Der Berufungsrat fällt den Kostenentscheid. Der Präsident des Berufungsrates überwacht die Vollstreckung der Urteile des Berufungsrates und zieht die Kosten ein.

Art. 17. — In der jährlichen ordentlichen Generalversammlung müssen die Präsidenten des Verbandsgerichtes und des Berufungsrates über die Tätigkeit ihrer Instanzen Bericht erstatten und Aufschluß über die verhangenen Strafen und einzukassierenden Gelder erteilen.

DIE STRAFEN

Art. 18. — Die Strafen bestehen aus Verweisen, Geldstrafen bis 500 Fr. (wenn nicht eigens anders vorgesehen), Disqualifikationen auf Zeit und Ausschluß aus dem Verband.

Jeder Spieler oder Verein, der eine strafbare Handlung begangen hat, kann von rechtswegen vom Verbandsgericht bis nach Beschlußfassung suspendiert werden.

Sind auf einem Spielfelde Tätlichkeiten gegen einen Schiedsrichter, einen Offiziellen oder eine Mannschaft vorgekommen, kann das Verbandsgericht das Spielfeld des schuldigen Vereins sperren.

Kann der diesbezügliche definitive Beschluß des Verbandsgerichtes nicht sofort erfolgen, darf diese Maßnahme provisorisch bis nach Beschlußfassung vom Verbandsgericht, durch den Verbandsgerichtspräsidenten getroffen werden.

Art. 19. — Jedes bestrafte Mitglied und jeder bestrafte Verein kann ein Gnadengesuch an den Zentralvorstand richten. Diesem steht das Recht zu, Strafen zu mildern oder das betreffende Mitglied resp. den betreffenden Verein zu begnadigen. Der Zentralvorstand ist aber verpflichtet, das vorherige Gutachten der Instanz oder deren Präsidenten, die die Strafe verhängt hat, einzuholen.

Art. 20. — Vergehen, die ein Jahr zurückliegen, sind verjährt.

Vergehen jeder Art, die erst nach Ablauf von 2 Monaten nach Bekanntwerden der Tatumstände zur Strafverfolgung gemeldet werden, können nur mit Geldstrafen und Verwarnungen geahndet werden.

Art. 21. — Disqualifikationen, die von einem bei der F.I.B.A. gemeldeten Landesverbande verlangt worden sind, können von der F.L.B.B. anerkannt werden.

Art. 22. — Während der Dauer einer über einen Verein verhängten Disqualifikation darf kein Mitglied desselben in einem andern Verein spielen.

Art. 23. — Niemand kann in einen andern Verein aufgenommen werden, bevor eine laufende Strafe abgebüßt ist.

Art. 24. — Dem Verbandsgericht steht das Recht zu, Disqualifikationen von Spielern und Vereinen auf bestimmte Tage und Monate festzulegen. Diese müssen jedoch in die offizielle Spielzeit fallen oder verlegt werden. Wenn der Interessent noch nicht vorbestraft ist oder mildernde Umstände vorliegen, kann die Strafe bedingungsweise verhängt werden.

Wenn der Interessent innerhalb 12 Monaten, von dem Tage an gerechnet, an dem die bedingte Strafe auferlegt wurde, sich keines andern Vergehens schuldig macht, wird die Strafe als erloschen betrachtet.

Art. 25. — Jede Mannschaft kann vor einem offiziellen Spiel Reserven für Unzulänglichkeiten des Materials und Spielfeldes, untermingemäße Festsetzung des Spieles, mangelhafte Organisierung des Spieles oder andere Verstöße gegen Statuten und Reglemente einlegen.

Diese Reserven, die genau motiviert und präzisiert sein müssen, sind aber vor Beginn des Spieles vom Kapitän der

Mannschaft dem Schiedsrichter zu signalisieren, auf den Schiedsrichterbogen zu schreiben und vom Schiedsrichter und den beiden Kapitänen zu unterschreiben.

Wird eine Reserve aufrechterhalten, muß dieselbe nach dem Spiel auf dem Schiedsrichterbogen in einen Protest umgewandelt und die Annullierung resp. Forfaiterklärung des Treffens verlangt werden. Dieser Protest muß vom Schiedsrichter und den beiden Kapitänen unterschrieben werden. Unterschreibt der gegnerische Kapitän nicht, so ist dies vom Schiedsrichter zu vermerken.

Innerhalb von 24 Stunden ist dieser Protest an den Verbandsgerichtspräsidenten durch eingeschriebenen Brief zu bestätigen.

Die Protestgebühr beträgt 50 Fr., die mit der Bestätigung einzusenden sind. Ist der Protest begründet, wird der Betrag zurückerstattet.

Art. 26. — Tritt eine Mannschaft an, ohne Reserven zu machen, kann später für die vor dem Spielanfang vorliegenden Unregelmäßigkeiten kein Protest mehr erhoben werden.

Art. 27. — Proteste können während des Spieles vom Kapitän der Mannschaft wegen Unregelmäßigkeiten und falscher Anwendung der Regeln vorgebracht werden.

Proteste müssen dem Schiedsrichter durch den Kapitän der Mannschaft spätestens bei der ersten Spielunterbrechung, die dem Fehler folgt, signalisiert werden.

Nach dem Spiele muß dieser Protest vom Schiedsrichter auf dem Schiedsrichterbogen vermerkt werden, unter Angabe des Augenblicks, da der Protest signalisiert wurde, und ist vom Schiedsrichter und den beiden Kapitänen zu unterschreiben.

Unterschreibt der gegnerische Kapitän nicht, ist dies vom Schiedsrichter zu vermerken.

Innerhalb von 24 Stunden ist dieser Protest an den Verbandsgerichtspräsidenten durch eingeschriebenen Brief zu bestätigen.

Die Gebühr beträgt 50 Fr., die mit der Bestätigung einzusenden sind. Ist der Protest begründet, wird der Betrag zurückerstattet.

Art. 28. — Proteste können nur von der Mannschaft erhoben werden, der die Unregelmäßigkeit zum Nachteil gereicht.

Art. 29. — Reserven und Proteste können nur zur Annullierung eines Treffens führen, falls die vorliegenden Fehler und Unregelmäßigkeiten einen entscheidenden Einfluß auf das Spielgeschehen und das Endresultat hatten.

Art. 30. — Die in den Art. 1, 2 und 3 enthaltenen Bestimmungen sind unter Strafe der Ungültigkeit der Reserve oder des Protestes genauestens zu beobachten.

VERGEHEN UND VERFEHLUNGEN

Art. 31. — Außer einer Geldstrafe von 200–500 Fr. kann das Verbandsgericht die Suspendierung oder den Ausschluß aussprechen über:

1. Jedes Mitglied, das an einem Basketballspiel teilnimmt, das seitens eines nicht beim Verbande gemeldeten Vereines oder eines nicht anerkannten Verbandes veranstaltet wird.

2. Jeden Verein, der Treffen austrägt oder an einer Veranstaltung eines andern luxemburgischen oder ausländischen Verbandes teilnimmt, ohne die vorherige Genehmigung des Zentralvorstandes erlangt zu haben oder ohne eine eventuelle Verweigerung zu beobachten.

3. Jeden Verein und jedes Mitglied, die sich grober Übertretungen der vom Zentralvorstand oder den Kommissionen erlassenen Reglemente schuldig machen.

4. Jedes Mitglied oder jeden Verein, die die Interessen des Verbandes schädigen.

5. Jedes Mitglied, das gegen die Ehre und den Anstand verstößt.

6. Jede Mannschaft, die mit unerlaubten Mitteln einen Sieg erringt, die sich in betrügerischer Weise besiegen läßt, oder an einem Spiele teilnimmt, ohne hierzu qualifiziert zu sein.

Art. 32. — Suchen Verbandsvereine oder Mitglieder in Streitigkeiten oder Anklagen sich durch die Presse Genugtuung zu verschaffen, ohne die Angelegenheit vorher der in

Frage kommenden Verbandsbehörde zu unterbreiten, so wird der betreffende Verein mit einer Minimalstrafe von 100 Fr., ein Mitglied mit Disqualifikation von wenigstens 3 Monaten bestraft; im Wiederholungsfall wird die Strafe verdoppelt.

Art. 33. — Alle vom Generalsekretariat, von den Verbandsvorständen und den Kommissionen verlangten Auskünfte sind innerhalb der angesagten Frist zu liefern, andernfalls eine Geldstrafe von 50 bis 500 Fr. verhängt wird.

Art. 34. — Die Ausstellung einer Vollmacht für den Kongreß und die Generalversammlung der F.L.B.B. an Nichtverbandsmitglieder zieht eine Geldstrafe von 100 Fr. nach sich.

Art. 35. — Unentschuldigte Abwesenheit auf dem Kongreß, in der Generalversammlung oder in sonst einer vom Z.V. einberufenen Versammlung wird mit einer Strafe von 50 bis 500 Fr. belegt. Vereinsdelegierte, die der ganzen Dauer dieser Veranstaltung nicht beiwohnen, werden mit 50 bis 200 Fr. bestraft.

Art. 36. — Mit einer Geldstrafe von 100 bis 200 Fr. werden jene Vereine bestraft, die sich nicht an einer durch Referendum abgehaltenen Abstimmung beteiligen.

Art. 37. — Jeder Verbandsverein, der unterläßt, Änderungen in der Zusammensetzung des Vorstandes innerhalb 14 Tagen dem Zentralvorstand zu melden, wird mit einer Geldstrafe von 50–500 Fr. bestraft.

Art. 38. — Vereine, die wissentlich Mitglieder anderer Verbandsvereine aufnehmen, ohne deren Ausweis abzuverlangen, oder letzteren ausscheidenden Mitgliedern widerrechtlich vorenthalten, werden mit 100–500 Fr. bestraft. Jede Aufnahme ohne Ausweis ist außerdem ungültig.

Verbandsmitglieder, die sich in einen anderen Verbandsverein aufnehmen lassen, ohne einen Ausweis ihres früheren Vereins vorzulegen, werden auf 1 Monat disqualifiziert. Die Aufnahme ist außerdem ungültig. Dem Z.V. steht das Recht zu, diese Strafen zu erhöhen, falls betrügerische Absicht vorliegt.

Art. 39. — Verbandsvereine, die disqualifizierte oder ausgeschlossene Mitglieder aufnehmen, werden auf ein Jahr disqualifiziert.

Die Aufnahme ist außerdem ungültig.

Art. 40. — Läßt ein Verein in irgendeinem Spiel einen Spieler eines andern Vereins ohne Genehmigung mitspielen, wird er mit 50–200 Fr. bestraft.

Art. 41. — Läßt ein Verein einen Berufsspieler an irgendwelchen Spielen teilnehmen, wird der Verein sofort ausgeschlossen.

Art. 42. — Läßt ein Verein an irgendwelchem Spiele disqualifizierte Einzelspieler teilnehmen, oder spielt er wissentlich gegen disqualifizierte oder nicht affiliierte Vereine, wird er mit 300 bis 500 Fr. Strafe oder mit Disqualifikation bis zu 6 Monaten bestraft. Spielen disqualifizierte Vereine gegen andere Verbandsvereine, werden sie auf weitere 6 Monate disqualifiziert; spielen disqualifizierte Vereine unter sich, so werden sie ausgeschlossen.

Disqualifizierte Mitglieder dürfen während der Dauer ihrer Disqualifikation weder an Spielen teilnehmen, noch als Platzdelegierte, Schiedsrichter, Anschreiber oder Zeitnehmer tätig sein, noch Schriftstücke unterzeichnen.

Art. 43. — Läßt ein Verein an Verbandsspielen Spieler teilnehmen, die nicht auf der Verbandsliste stehen, so wird er pro Spieler mit 50 Fr. bestraft. Läßt er einen Spieler unter falschem Namen teilnehmen, so wird der Verein mit 250 Fr. bestraft und verliert das Spiel 30 : 0.

Art. 44. — Für die Leitung eines Wettspieles müssen die Vereine einen anerkannten Schiedsrichter anfragen, andernfalls eine Geldstrafe von 100 Fr. verhängt wird. Im Wiederholungsfall kann die Strafe bis zu 500 Fr. erhöht werden.

Art. 45. — Läßt ein Verein irgend ein Spiel von einem nicht anerkannten Schiedsrichter leiten, so wird er mit 50 bis 500 Fr. bestraft, es sei denn, daß die Bestimmung des Art. 27 der Spiel-Ordnung über die Meisterschaftsspiele Platz greift.

Art. 46. — Das Schiedsrichtern von einem nicht anerkannten Schiedsrichter wird mit 100 Fr. bestraft.

Art. 47. — Auflehnen oder Ungehorsam gegen den Schiedsrichter bezw. den Anschreiber oder Zeitnehmer oder Platzdelegierten, werden im ersten Falle mit Verwarnung, im

Wiederholungsfalle mit Disqualifikation auf 1–12 Monate bestraft.

Art. 48. – Beleidigungen, Drohungen gegen den Schiedsrichter werden im ersten Fall mit 100–500 Fr., im Wiederholungsfall mit 1–6 Monaten Disqualifikation bestraft. Tätlichkeiten gegen den Schiedsrichter werden mit Disqualifikation bestraft.

Art. 49. – Verlassen des Spielfeldes ohne Erlaubnis des Schiedsrichters wird im ersten Fall mit Verwarnung, im Wiederholungsfall mit Disqualifikation auf 1–4 Wochen bestraft.

Art. 50. – Bricht ein Verein ohne Genehmigung des Schiedsrichters ein Spiel ab, so wird er mit 50–500 Fr. bestraft, eventuell kann Disqualifikation bis zu 3 Monaten eintreten.

Art. 51. – Schiedsrichter, die das Resultat der von ihnen geleiteten Wettspiele nicht rechtzeitig, innerhalb von 24 Stunden, oder nicht vorschriftsmäßig einsenden, werden mit 50 Fr. bestraft.

Art. 52. – Stellt ein Verein zu den Verbandsspielen keinen Platzdelegierten, wird er mit 100–200 Fr. bestraft.

Art. 53. – Trägt der Platzdelegierte kein weißes Armband, so tritt eine Strafe von 50–200 Fr. ein.

Art. 54. – Stellt ein Verein zu einem Spiel keinen regelrechten Verbandskasten, wird er mit einer Geldstrafe von 50–300 Fr. bestraft.

Art. 55. – Versäumt ein Verein das Resultat eines Auslandswettspieles durch regelrecht beglaubigte Belege innerhalb einer Woche nach Rückkehr dem Verbande bekanntzugeben, wird er mit 50–300 Fr. bestraft.

Art. 56. – Tritt die erste Mannschaft eines Vereines von der Meisterschaft zurück, wird der betreffende Verein bestraft: 500 Fr., wenn er der Nationaldivision, 400 Fr., wenn er der I. Division und 300 Fr., wenn er der II. Division angehört. Zieht eine Juniormannschaft sich von den Meisterschaftsspielen zurück, so wird der betr. Verein mit 200 Fr. bestraft.

Zieht eine Cadetmannschaft sich von den Meisterschaftsspielen zurück, so wird der betreffende Verein mit 100 Fr. bestraft.

Art. 57. — Hält ein Verein einen Spieler von nationalen oder internationalen Spielen, die der Verband ausfechten läßt, ab, wird der Verein mit Disqualifikation auf 1–6 Monaten bestraft.

Art. 58. — Fehlt ein vom Zentralvorstand resp. von der Technischen Kommission selektionnierter Spieler, ohne rechtzeitig einen wichtigen Grund mitzuteilen, auf dem Training oder bei einem vom Verbande organisierten Treffen, wird derselbe mit einer Geldstrafe bis zu 500 Fr. oder Disqualifikation bis zu 6 Monaten bestraft.

Art. 59. — Hat der Verein zu Verbandsspielen Platz und Geräte zu stellen, und versäumt er, die Geräte in brauchbarem Zustande zu stellen, den Platz zu bauen oder genügend zu zeichnen, wird der Verein mit 250 Fr. im 1. Falle, mit 400 bis 500 Fr. im Wiederholungsfalle bestraft.

Art. 60. — Versäumt der Verein, bei internationalen oder bei vom Verbande organisierten Treffen Geräte in brauchbarem Zustande zu stellen, den Platz zu bauen oder genügend zu zeichnen, so fällt er automatisch in die nächstfolgende Division, unbeschadet ev. Schadenersatzansprüche. In diesem Falle steigt der 3. bestklassierte Verein.

Art. 61. — Tritt eine Mannschaft zu einem Wettspiel mit weniger als 5 Mann an, tritt sie 15 Minuten zu spät oder gar nicht an, ohne daß höhere Gewalt dies verursacht, es sei denn, daß dieselbe sich 72 Stunden vorher durch eingeschriebenen Brief abgemeldet hätte, oder ist der Platz nicht spielfertig, so wird sie mit 300 Fr. bestraft, wenn der Verein der Nationaldivision, mit 200 Fr., wenn der Verein der 1. Division, mit 150 Fr., wenn er der 2. Division angehört und mit 100 Fr., wenn er sich an Junior- oder Cadetspielen beteiligt.

Art. 62. — Jeder Verein oder jeder Spieler, der den Basketballsport berufsmäßig ausübt, wird sofort aus dem Verband ausgeschlossen.

Art. 63. — Nimmt ein disqualifizierter Spieler an einem Wettspiel teil, sei es als Spieler, sei es auf einem sonstigen offiziellen Posten, so wird er, abgesehen von der schon verhängten Disqualifikation, auf ein weiteres Jahr disqualifiziert.

Art. 64. — Spielt ein Mitglied ohne Ermächtigung in einem anderen Verein, wird er im 1. Falle mit 100 Fr., im 2. Falle mit 150 Fr. und im 3. Falle mit Disqualifikation auf 1–3 Monate bestraft.

Art. 65. — Nimmt ein Spieler unter falschem Namen an einem Wettspiel teil, oder tritt ein Platzdelegierter, Anschreiber oder Zeitnehmer unter falschem Namen an, wird er auf 3–12 Monate disqualifiziert.

Art. 66. — Nimmt ein Spieler entgegen den Reglementen an einem Tage an mehr als an einem Treffen teil, wird er auf 14 Tage disqualifiziert, während sein Verein mit 200 Fr. bestraft wird.

Art. 67. — Wegen brutalem Spiel wird der betreffende Spieler bezw. Verein im ersten Fall mit Verwarnung, im Wiederholungsfall mit Disqualifikation bis zu 6 Monaten bestraft.

Art. 68. — Tätlichkeiten gegen einen gegnerischen Spieler werden unbeschadet der in Artikel 18 vorgesehenen Terrainsperre mit Disqualifikation bis zu 6 Monaten bestraft; liegen mildernde Gründe vor, kann eine Geldstrafe nicht unter 300 Fr. verlangt werden.

Art. 69. — Mitglieder, die Berufung einlegen beim Verbandsgericht wegen Strafen, die ihnen von einem Verein verlangt wurden, werden mit einer Geldstrafe bis zu 200 Fr. belegt, wenn diese Berufung als vexatorisch zu bewerten ist.

Art. 70. — Bewußt falsche Aussagen, die vor dem Verbandsgericht gemacht oder schriftlich an dasselbe gerichtet werden, werden mit Ausschluß aus dem Verbande bestraft. Werden diese Aussagen von dem bevollmächtigten Vertreter eines Vereines getan, wird der Verein wenigstens für einen Monat disqualifiziert.

VEREINSSTRAFEN

Art. 71. — Jeder Verein kann beantragen, daß eine von seinem Vorstand ausgesprochene Strafe auf den ganzen Verband ausgedehnt wird. Diese Ausdehnung wird, falls sie berechtigt ist, durch das Verbandsgericht ausgesprochen.

Art. 72. — Verlangt ein Verein die Streichung eines Mitgliedes wegen Nichtzahlungen von rückständigen Vereins-

schulden, muß der Verein den Beweis erbringen, daß dieses Mitglied durch eingeschriebenen Brief zur Zahlung innerhalb von 14 Tagen aufgefordert wurde. Vereinsbeiträge dürfen nur ein Jahr nachverlangt werden. Kein Verein darf Geldstrafen reklamieren, die länger als 2 Jahre nach Bestrafung zurückliegen.

Art. 73. — Bevor das Verbandsgericht einen Spieler wegen einer verhängten Vereinsstrafe oder wegen Vereinsschulden ausschließt, muß der Präsident des Verbandsgerichtes denselben zur Gegenaussage auffordern.

Art. 74. — Die Vereine dürfen die Rückerstattung oder den Gegenwert der geliehenen Uniformstücke verlangen. In diesem Falle muß jedoch eine schriftliche Erklärung des Spielers vorgebracht werden, aus der erhellt, daß derselbe sich zur Rückerstattung verpflichtet hatte.

Art. 75. — Wird ein Mitglied auf Antrag seines Vereines wegen Vereinsschulden oder nicht bezahlten Strafen ausgeschlossen, so darf er erst wieder aufgenommen werden, falls die geschuldeten Summen nachweisbar bezahlt sind. Ist der betreffende Verein inzwischen aufgelöst worden, ist die geschuldete Summe an die Verbandskasse einzuzahlen. Die Wiederaufnahme ist als Neuaufnahme zu betrachten.

Art. 76. — Ein Mitglied, auf das das Verbandsgericht eine von einem Verein verhängte Strafe auf den Verband ausgedehnt hat, darf von keinem andern Verein aufgenommen werden. Dies ist auch der Fall für Mitglieder, die geliehene Uniformstücke nicht zurückerstattet haben. Zuwiderhandlungen werden nach Art. 42 bestraft und die Aufnahme ist außerdem ungültig.

Art. 77. — Die Kosten, welche dem Verbandsgerichte durch die Anwendung der Art. 71–76 entstehen, sind zu Lasten der beantragenden Vereine.

Art. 78. — Wird ein Spieler von seinem Verein mit Disqualifikation oder Ausschluß bestraft, hat er das Recht Berufung beim Verbandsgericht einzulegen. Dieselbe muß innerhalb von 8 Tagen nach Veröffentlichung der vorerwähnten Strafe erfolgen.

Art. 79. – Die durch die Art. 37, 38, 39, 40, 43, 46, 48, 49, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 62, 64, 65, 67, 68, 70, 71, 72 vorgesehenen Verweise und Geldstrafen können nach Maßgabe des Art. 10 vom Verbandsgerichtspräsidenten verhängt werden. Ist das Verbandsgericht nicht in der Lage, rechtzeitig zusammenzutreten, um vor den nächstfolgenden offiziellen Treffen einen Beschluß zu fassen, kann der Verbandsgerichtspräsident auch provisorisch Disqualifikation für eine Woche verhängen.

Art. 80. – Nicht näher in diesem Strafkodex bezeichnete Verfehlungen, die gemäß Art. 2, Absatz 3 und 4 zu ahnden sind, werden mit den in Art. 18 vorgesehenen Strafen belegt.

Art. 81. – Vorstehender Strafkodex kann durch vom Zentralvorstand zu erlassende Strafbestimmungen ergänzt und vervollständigt werden.